



RCS : EPINAL

Code greffe : 8801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EPINAL atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00351

Numéro SIREN : 830 289 757

Nom ou dénomination : AML FINANCES

Ce dépôt a été enregistré le 24/10/2017 sous le numéro de dépôt 3609

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
EPINAL

RECEPISSE DE DEPOT

1 Place Foch
88000 EPINAL

Tél : 03 29 34 33 76

EXCO NEXIOM

36 RUE LOUIS MEYER
88190 GOLBEY

V/REF : VHI/JB 17/10

N/REF : 2017 B 351 / 2017-A-3609

Le greffier du tribunal de commerce d'Epinal certifie qu'il a reçu le 24/10/2017, les actes suivants :

Décision(s) du président en date du 04/10/2017

- CONSTATATION DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL ET DE LA DATE DE CLOTURE DU PREMIER EXERCICE SOCIAL
- Modification(s) statutaire(s)

Procès-verbal d'assemblée en date du 04/10/2017

- Augmentation du capital social
- MODIFICATION DE LA DATE DE CLOTURE DU PREMIER EXERCICE SOCIAL
- Modification(s) statutaire(s)

Procès-verbal d'assemblée en date du 04/10/2017

- Changement de président
- Nomination(s) de commissaire(s) aux comptes

Statuts mis à jour

Concernant la société

AML FINANCES
Société par actions simplifiée
1 place du Général de Gaulle
88000 Epinal

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2017-A-3609 le 24/10/2017

R.C.S. EPINAL 830 289 757 (2017 B 351)

Fait à EPINAL le 24/10/2017,

LE GREFFIER



AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 330 340 €

Siège social : 1 Place du Général de Gaulle,

88000 Epinal

830 289 757 RCS Epinal

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT DU 4 OCTOBRE 2017

L'an 2017,
Le 4 octobre,
A 12 heures,

Monsieur Régis LIMBACH, demeurant 75 Rue du Général Leclerc 57530 Courcelles-Chaussy agissant en qualité de Président de la société AML FINANCES sus-désignée (la « Société »),

A préalablement exposé ce qui suit :

Par décisions en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société a décidé de procéder à des augmentations de capital, émission d'obligations convertibles et modifications diverses, sous conditions suspensives.

1. L'Assemblée Générale du 4 octobre 2017 a décidé une augmentation de capital par apport en numéraire de 185 000 €, par l'émission de 185 000 actions nouvelles au prix de 1 € par action, à libérer, lors de la souscription, en numéraire. Le Président rappelle que lors de la même délibération, l'assemblée générale a supprimé le droit de souscription des actionnaires au profit de :

EMVR FINANCES

à concurrence de25 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 25 000 €

EL CONSULTING

à concurrence de25 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 25 000 €

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION

à concurrence de105 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 105 000 €

ADER INVESTISSEMENTS

à concurrence de30 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 30 000 €

Les bénéficiaires de l'augmentation de capital ont signé ce jour les bulletins de souscription des 185 000 actions nouvelles émises, a dû concurrence de leurs droits, et ont libéré le montant de leur souscription intégralement en numéraire par virement de la somme globale de 185 000 € sur le compte « AML FINANCES – Augmentation de capital » ouvert à cet effet dans les livres de la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

La Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne a établi, sur la base des bulletins de souscription, le certificat du dépositaire prévu par l'article L. 225-146 du Code de commerce.

2. L'Assemblée Générale du 4 octobre 2017 a décidé d'émettre, sous la forme nominative, 315 000 obligations convertibles en actions (les « Obligations » ou les « OCA ») donnant droit à leurs titulaires d'obtenir, par conversion et compte tenu que chaque obligation donne droit à une action, 315 000 actions de la société en deux tranches A et B et en a réservé la souscription à :

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION

à concurrence de245 000 OCA

Tranche A 122 500 OCA

Tranche B 122 500 OCA

pour un prix de..... 245 000 €

ADER INVESTISSEMENTS

à concurrence de70 000 OCA

Tranche A 35 000 OCA

Tranche B 35 000 OCA

pour un prix de..... 70 000 €

Les bénéficiaires de ces droits de souscription ont conclu ce jour avec la Société le contrat d'émission des obligations convertibles en actions, signé les bulletins de souscription des 315 000 obligations émises, dans les proportions qui leur étaient réservées, et ont libéré le montant de leur souscription intégralement en numéraire par virement de la somme globale de 315 000 € sur le compte « AML FINANCES – Emission d'un emprunt obligataire » ouvert à cet effet dans les livres de la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne sur le compte.

3. L'Assemblée Générale du 4 octobre 2017 a reporté le transfert du siège social de la Société au Rue du Grand Pré – Zone Euromoselle Sud 57280 Fèves.
4. L'Assemblée Générale du 4 octobre 2017 a décidé de modifier la date de clôture du premier exercice social pour la fixer au 31 décembre 2017.
5. L'Assemblée Générale a conféré tous pouvoirs à la Présidence à l'effet de constater par procès-verbal le caractère définitif des décisions qu'il a prises le 4 octobre 2017 et de modifier en conséquence les statuts de la société.

A pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION (Constatation de la réalisation de l'augmentations de capital)

Le Président, conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale en date du 4 octobre 2017, sur la base du certificat de dépôt des fonds établi par la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne et sur présentation des bulletins de souscription signés, constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital de 185 000 € par apport en numéraire.

DEUXIEME DECISION (Constatation de la souscription et de la libération de l'emprunt obligataire)

Le Président, conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale en date du 4 octobre 2017, a conclu ce jour avec les bénéficiaires des droits de souscription, le contrat d'émission des obligations convertibles en actions. Les bénéficiaires du droit de souscription ont signé les bulletins de souscription des 315 000 obligations émises, dans les proportions qui leurs étaient réservées, et ont libéré le montant de leur souscription intégralement en numéraire par virement de la somme globale de 315 000 € sur le compte ouvert dans les livres de la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

En conséquence, la souscription et la libération intégrale de l'emprunt obligataire d'un montant de 315 000 € est définitivement réalisées ce jour.

TROISIEME DECISION (modifications statutaires)

Le Président, comme conséquence de l'adoption des décisions précédentes décide de modifier les articles statutaires suivants :

- Le deuxième alinéa de l'article 6 des statuts qui est désormais rédigé comme suit :

« Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le 31 décembre 2017. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

- Il est ajouté un article 7.3 rédigé comme suit :

« Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 185 000 € pour le porter de 2 330 340 € à 2 515 340 € par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune. »

- Il est ajouté un article 7.4. rédigé comme suit :

« Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société a décidé d'émettre un emprunt obligataire convertible en actions d'un montant de 315 000 €, correspondant à l'émission de 315 000 obligations convertibles en actions, donnant droit à leurs titulaires d'obtenir, par conversion et compte tenu que chaque obligation donne droit à une action de la société, à 315 000 actions. Cette émission comporte au profit des obligataires renonciation expresse des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par conversion. »

- L'article 8 est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de deux millions cinq cent quinze mille trois cent quarante (2 515 340) euros. Il est divisé en 2 515 340 actions ayant une valeur nominale de 1 € chacune »

Le reste de l'article demeure inchangé.

QUATRIEME DECISION (pouvoirs)

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes les formalités nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long vertical stroke, positioned to the right of the text 'Le Président'.

RECEPISSE DE DEPOT

Duplicata
GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
EPINAL

1 Place Foch
88000 EPINAL

Tél : 03 29 34 33 76

EXCO NEXIOM
36 RUE LOUIS MEYER
88190 GOLBEY

V/REF : VHI/JB 17/10
N/REF : 2017 B 351 / 2017-A-3609

Le greffier du tribunal de commerce d'Epinal certifie qu'il a reçu le 24/10/2017, les actes suivants :

Décision(s) du président en date du 04/10/2017
- CONSTATATION DE L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL ET DE LA DATE DE
CLOTURE DU PREMIER EXERCICE SOCIAL
- Modification(s) statutaire(s)

Procès-verbal d'assemblée en date du 04/10/2017
- Augmentation du capital social
- MODIFICATION DE LA DATE DE CLOTURE DU PREMIER EXERCICE SOCIAL
- Modification(s) statutaire(s)

Procès-verbal d'assemblée en date du 04/10/2017
- Changement de président
- Nomination(s) de commissaire(s) aux comptes

Statuts mis à jour

Concernant la société

AML FINANCES
Société par actions simplifiée
1 place du Général de Gaulle
88000 Epinal

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2017-A-3609 le 24/10/2017
R.C.S. EPINAL 830 289 757 (2017 B 351)

Fait à EPINAL le 24/10/2017,
LE GREFFIER



AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 330 340 €
Siège social : 1 Place du Général de Gaulle,
88000 Epinal
830 289 757 RCS Epinal

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT DU 4 OCTOBRE 2017

L'an 2017,
Le 4 octobre,
A 12 heures,

Monsieur Régis LIMBACH, demeurant 75 Rue du Général Leclerc 57530 Courcelles-Chaussy
agissant en qualité de Président de la société AML FINANCES sus-désignée (la « Société »),

A préalablement exposé ce qui suit :

Par décisions en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société a décidé de procéder à des augmentations de capital, émission d'obligations convertibles et modifications diverses, sous conditions suspensives.

1. L'Assemblée Générale du 4 octobre 2017 a décidé une augmentation de capital par apport en numéraire de 185 000 €, par l'émission de 185 000 actions nouvelles au prix de 1 € par action, à libérer, lors de la souscription, en numéraire. Le Président rappelle que lors de la même délibération, l'assemblée générale a supprimé le droit de souscription des actionnaires au profit de :

EMVR FINANCES

à concurrence de25 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 25 000 €

EL CONSULTING

à concurrence de25 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 25 000 €

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION

à concurrence de105 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 105 000 €

ADER INVESTISSEMENTS

à concurrence de30 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 30 000 €

Les bénéficiaires de l'augmentation de capital ont signé ce jour les bulletins de souscription des 185 000 actions nouvelles émises, a dû concurrence de leurs droits, et ont libéré le montant de leur souscription intégralement en numéraire par virement de la somme globale de 185 000 € sur le compte « AML FINANCES – Augmentation de capital » ouvert à cet effet dans les livres de la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

La Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne a établi, sur la base des bulletins de souscription, le certificat du dépositaire prévu par l'article L. 225-146 du Code de commerce.

2. L'Assemblée Générale du 4 octobre 2017 a décidé d'émettre, sous la forme nominative, 315 000 obligations convertibles en actions (les « Obligations » ou les « OCA ») donnant droit à leurs titulaires d'obtenir, par conversion et compte tenu que chaque obligation donne droit à une action, 315 000 actions de la société en deux tranches A et B et en a réservé la souscription à :

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION	
à concurrence de	245 000 OCA
Tranche A	122 500 OCA
Tranche B	122 500 OCA
pour un prix de.....	245 000 €

ADER INVESTISSEMENTS	
à concurrence de	70 000 OCA
Tranche A	35 000 OCA
Tranche B	35 000 OCA
pour un prix de.....	70 000 €

Les bénéficiaires de ces droits de souscription ont conclu ce jour avec la Société le contrat d'émission des obligations convertibles en actions, signé les bulletins de souscription des 315 000 obligations émises, dans les proportions qui leur étaient réservées, et ont libéré le montant de leur souscription intégralement en numéraire par virement de la somme globale de 315 000 € sur le compte « AML FINANCES – Emission d'un emprunt obligataire » ouvert à cet effet dans les livres de la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne sur le compte.

3. L'Assemblée Générale du 4 octobre 2017 a reporté le transfert du siège social de la Société au Rue du Grand Pré – Zone Euromoselle Sud 57280 Fèves.
4. L'Assemblée Générale du 4 octobre 2017 a décidé de modifier la date de clôture du premier exercice social pour la fixer au 31 décembre 2017.
5. L'Assemblée Générale a conféré tous pouvoirs à la Présidence à l'effet de constater par procès-verbal le caractère définitif des décisions qu'il a prises le 4 octobre 2017 et de modifier en conséquence les statuts de la société.

A pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION (Constatation de la réalisation de l'augmentations de capital)

Le Président, conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale en date du 4 octobre 2017, sur la base du certificat de dépôt des fonds établi par la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne et sur présentation des bulletins de souscription signés, constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital de 185 000 € par apport en numéraire.

DEUXIEME DECISION (Constatation de la souscription et de la libération de l'emprunt obligataire)

Le Président, conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale en date du 4 octobre 2017, a conclu ce jour avec les bénéficiaires des droits de souscription, le contrat d'émission des obligations convertibles en actions. Les bénéficiaires du droit de souscription ont signé les bulletins de souscription des 315 000 obligations émises, dans les proportions qui leurs étaient réservées, et ont libéré le montant de leur souscription intégralement en numéraire par virement de la somme globale de 315 000 € sur le compte ouvert dans les livres de la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

En conséquence, la souscription et la libération intégrale de l'emprunt obligataire d'un montant de 315 000 € est définitivement réalisées ce jour.

TROISIEME DECISION (modifications statutaires)

Le Président, comme conséquence de l'adoption des décisions précédentes décide de modifier les articles statutaires suivants :

- Le deuxième alinéa de l'article 6 des statuts qui est désormais rédigé comme suit :

« Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le 31 décembre 2017. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

- Il est ajouté un article 7.3 rédigé comme suit :

« Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 185 000 € pour le porter de 2 330 340 € à 2 515 340 € par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune. »

- Il est ajouté un article 7.4. rédigé comme suit :

« Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société a décidé d'émettre un emprunt obligataire convertible en actions d'un montant de 315 000 €, correspondant à l'émission de 315 000 obligations convertibles en actions, donnant droit à leurs titulaires d'obtenir, par conversion et compte tenu que chaque obligation donne droit à une action de la société, à 315 000 actions. Cette émission comporte au profit des obligataires renonciation expresse des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par conversion. »

- L'article 8 est désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de deux millions cinq cent quinze mille trois cent quarante (2 515 340) euros. Il est divisé en 2 515 340 actions ayant une valeur nominale de 1 € chacune »

Le reste de l'article demeure inchangé.

QUATRIEME DECISION (pouvoirs)

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes les formalités nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Le Président

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, connected strokes, positioned to the right of the text 'Le Président'.

AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 330 340 €
Siège social : 1 Place du Général de Gaulle,
88000 Epinal
830 289 757 RCS Epinal

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 4 OCTOBRE 2017

L'an 2017,
Le 4 octobre,
A 10 heures 30,

Les associés de la société AML FINANCES se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, chez EXCO NEXIOM 75 Rue de Chanvé 57050 Longeville-les-Metz sur convocation faite par le président.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Régis LIMBACH, en sa qualité de Président de la Société.

Monsieur Vincent HIMBER est désigné comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 2 330 340 actions sur les 2 330 340 actions ayant le droit de vote.

Le Président de l'Assemblée constate que l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés,
- la feuille de présence et la liste des associés,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Président,
- le rapport du commissaire aux obligations,
- le projet de contrat d'émission de l'emprunt obligataire,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social ou sur le site Internet de la Société dont l'adresse figure sur la convocation, à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Rapport de la présidence,
- Rapport du Commissaire aux obligations,
- Augmentation du capital social de 185 000 € par la création de 185 000 actions nouvelles de numéraire ; conditions et modalités de l'émission,
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes dénommées,

- Pouvoir à la Présidence pour constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital par apport en numéraire et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- Augmentation du capital social réservée aux salariés de la société en application des dispositions de l'article L. 225-129 du Code de commerce ; conditions et modalités de l'opération ; absence d'objet,
- Emission de 315 000 valeurs mobilières donnant accès au capital, sous forme d'obligations convertibles en actions ; qui permettraient à leurs titulaires de souscrire des actions de la société pour un montant nominal maximum de 315 000 €,
- Pouvoir à la Présidence pour constater la souscription et la libération intégrale des valeurs mobilières donnant accès au capital,
- Pouvoir à la Présidence constater le montant de l'augmentation de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives, en cas d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital,
- Modification de la date de clôture du premier exercice,
- Modifications statutaires corrélatives,
- Agrément aux projets de cession de ses titres par Monsieur Fabrice LIMBACH
- Nantissement des actions de la société EMVR FINANCES
- Pouvoir à la Présidence de réaliser les modifications corrélatives des statuts.

Il est donné lecture du rapport de la Présidence indiquant les motifs et modalités de l'augmentation de capital, ainsi que l'émission de l'emprunt obligataire. Il est également donné lecture du rapport du commissaire aux obligations.

Puis la Présidence déclare la discussion ouverte. Personne ne demandant la parole, la Présidence met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION (augmentation du capital par apport en numéraire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport de la présidence et constaté que le capital social était entièrement libéré, décide, sous réserve de l'adoption de la résolution suivante concernant la suppression du droit préférentiel de souscription en faveur de certaines personnes, d'augmenter le capital social de 185 000 € pour le porter à 2 515 340 €, par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune.

Les actions nouvelles seront émises au pair, soit 1 € par action et seront libérées en totalité lors de leur souscription.

Les actions souscrites pourront être libérées en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

L'Assemblée Générale décide que les souscriptions seront reçues jusqu'au 31 octobre 2017 inclus au siège social.

Si à cette date, la totalité des souscriptions et versements n'a pas été recueillie, la décision d'augmentation du capital sera caduque.

La souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions auront été souscrites par le ou les souscripteurs auxquels la présente augmentation de capital est réservée.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés à la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne « AML FINANCES – Augmentation de capital » qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L225-146 du Code de commerce.

En cas de libération par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, le Président établira un arrêté de compte.

Cette résolution est *adoptée*

DEUXIEME RESOLUTION (suppression du droit préférentiel de souscription aux actions)

L'Assemblée Générale, statuant sur le rapport de la présidence, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver l'émission des 185 000 actions à

EMVR FINANCES

à concurrence de25 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 25 000 €

EL CONSULTING

à concurrence de25 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 25 000 €

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION

à concurrence de105 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 105 000 €

ADER INVESTISSEMENTS

à concurrence de30 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 30 000 €

Monsieur Régis LIMBACH ne prenant pas part au vote, cette résolution est *adoptée*

TROISIEME RESOLUTION (pouvoir à la présidence pour constater l'augmentation de capital)

L'Assemblée Générale confère à la Présidence tous pouvoirs à l'effet de, sur la base du certificat de dépôt des fonds établi par la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne et sur présentation des bulletins de souscription, constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital à la date du certificat du dépositaire, ainsi que de signer tout acte, de prendre tout engagement, d'effectuer toutes modifications statutaires et, d'une manière générale faire le nécessaire.

Cette résolution est *adoptée*

QUATRIEME RESOLUTION (augmentation de capital réservée aux salariés)

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance du rapport de la Présidence en application de l'article L225-129-6 du Code de commerce, constate que ledit article n'est pas applicable à la société AML FINANCES dans la mesure où la société n'emploie aucun salarié.

Cette résolution est *adoptée*

CINQUIEME RESOLUTION (émission d'un emprunt obligataire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- du rapport de la Présidence
- du rapport du Commissaire aux obligations désigné à l'unanimité des associés en application de l'article L. 228-39 du code de commerce
- du projet de contrat d'émission des obligations convertibles (« l'Emprunt Obligataire »),

décide d'émettre, sous la forme nominative, 315 000 obligations convertibles en actions (les « Obligations » ou les « OCA ») donnant droit à leurs titulaires d'obtenir, par conversion et compte tenu que chaque obligation donne droit à une action, 315 000 actions de la société conformément aux stipulations de l'Emprunt Obligataire.

L'emprunt est émis aux conditions et modalités exposées au sein du contrat d'émission dont les associés ont eu connaissance, à savoir notamment :

Emission d'un emprunt obligataire convertible

La Société émet, sans appel public à l'épargne, un emprunt obligataire convertible de trois cent quinze mille (315 000) euros, représenté par trois cent quinze mille (315 000) obligations de un (1) euro de nominal, convertibles chacune en une (1) action de la Société.

Ces obligations sont réparties en deux tranches (« Tranche »), la Tranche A étant composée de 157 500 obligations et la Tranche B de 157 500 obligations :

- Tranche A : 157 500 Obligations convertibles, soit 157 500 euros
 - FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION : souscription de cent vingt-deux mille cinq cents (122 500) Obligations convertibles, au prix de cent vingt-deux mille cinq cents (122 500) euros
 - ADER INVESTISSEMENTS : souscription de trente-cinq mille (35 000) Obligations convertibles, au prix de trente-cinq mille (35 000) euros
- Tranche B : 157 500 Obligations convertibles, soit 157 500 euros
 - FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION : souscription de cent vingt-deux mille cinq cents (122 500) Obligations convertibles, au prix de cent vingt-deux mille cinq cents (122 500) euros
 - ADER INVESTISSEMENTS : souscription de trente-cinq mille (35 000) Obligations convertibles, au prix de trente-cinq mille (35 000) euros

soit un total de trois cent quinze mille (315 000) Obligations convertibles, soit trois cent quinze mille (315 000) euros.

Périodes de souscription

La souscription des trois cent quinze mille (315 000) Obligations Convertibles (Tranche A et Tranche B) sera ouverte à compter du 4 octobre 2017 et pourra être close sans préavis dès la souscription de la totalité de l'émission par les Souscripteurs auxquels l'émission a été réservée.

Durée

L'emprunt a une durée de six (6) années d'achevant le 31 décembre 2023.

A cette date, les obligations émises feront l'objet, à défaut de conversion préalable en actions, d'un remboursement total.

Prix d'émission des obligations

Les Obligations seront émises au pair, soit au prix d'un (1) euro par Obligation.

Le prix d'émission est payable en totalité, en numéraire, à la souscription.

Forme des Obligations

Les Obligations seront émises sous la forme nominative et donneront lieu à une inscription en compte, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Intérêts

Les Obligations seront productives d'un intérêt annuel de quatre pour cent (4%) l'an, payable annuellement au 31 décembre.

Le premier coupon sera payable le 31 décembre 2017 et représentera l'intérêt couru du 4 octobre 2017 au 31 décembre 2017.

Les intérêts des Obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par la Société.

En cas de conversion d'Obligations entre deux dates d'échéance des intérêts, les intérêts y afférents seront payés prorata temporis sur la base d'une année de 365 jours.

Jouissance des obligations

Les Obligations seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de la souscription.

Modalités de conversion des obligations en actions

L'Obligataire aura la faculté à tout moment, et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois (3) mois après qu'elles auront été appelées au remboursement, d'obtenir la conversion des Obligations Convertibles en actions nouvelles de la Société, qui seront libérées par voie de compensation de leur créance obligataire, à raison de une (1) action de un (1) euro de valeur nominale entièrement libérée pour une Obligation de un (1) euro de valeur nominale présentée.

A défaut d'avoir été exercés dans ce délai par la souscription aux titres de capital correspondants, ces droits deviendront caducs et seront définitivement perdus par leurs titulaires qui ne pourront donc plus souscrire aux titres de capital attachés aux Obligations.

Le Président pourra suspendre, pendant une durée maximale de trois (3) mois, conformément aux dispositions réglementaires applicables, la possibilité d'exercer les droits attachés aux Obligations et d'obtenir l'attribution des titres de capital correspondants, en cas :

- d'émission de nouveaux titres de capital ;
- d'émission de nouvelles valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- de fusion ou de scission de la Société.

Dans ce cas, les dates d'entrée en vigueur et de cessation de la suspension, ainsi que les autres indications figurant dans l'avis de suspension visé à l'article R 225-133 du Code de Commerce, seront portés à la connaissance des porteurs des valeurs mobilières par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sept (7) jours au moins avant la date d'entrée en vigueur de la suspension.

Les titres de capital obtenus par l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières à l'issue de la période de suspension donneront droit aux dividendes versés au titre de l'exercice au cours duquel ils ont été émis.

Les demandes de souscription seront transmises à la Société.

Les Obligations dont la conversion sera demandée seront annulées.

Engagement de non conversion de l'Obligataire

L'Obligataire s'engage à ne pas demander la conversion de ses Obligations avant le 31 décembre 2023 à moins de la réalisation de l'un des événements suivants avant cette date :

- (1) Cession des actions de la Société, notamment en application des dispositions du pacte d'associés conclu ce jour entre les Associés (droit de cession conjointe, obligation de cession, etc ...).
- (2) Non-respect par l'une quelconque des Parties, autre que l'Obligataire, de l'une des dispositions du pacte d'associés conclu ce jour entre les Associés ;
Dans ce cas, l'Obligataire pourra demander la conversion de ses Obligations à tout moment, sans limitation du nombre d'Obligations.

Date d'amortissement

Les Obligations qui n'auront pas été converties en actions seront remboursées par tranche, le 31 décembre 2022 pour la Tranche A et le 31 décembre 2023 pour la Tranche B.

Prime de non conversion et modalités d'amortissement

L'abandon de l'exercice du droit à la conversion des Obligations entraîne le versement d'une prime de non conversion qui porte le taux actuariel annuel de l'emprunt à six pour cent (6%), cette prime étant calculée à compter du jour de la souscription et payable à la date de remboursement de l'échéance de l'emprunt.

La prime de non conversion est également due en cas de remboursement anticipé. Elle est alors calculée, à compter du jour de la souscription.

Les obligations seront remboursées à leur valeur nominale, soit un (1) euro par titre, à laquelle s'ajoutera la prime de non conversion.

Amortissement anticipé à la demande de la Société

La Société pourra, à tout moment, imposer à l'Obligataire le rachat ou le remboursement anticipé en partie ou en totalité de ses Obligations.

Dans ce cas, le remboursement interviendra à la valeur nominale, à laquelle s'ajoutera la prime de non conversion.

Amortissement anticipé à la demande de l'Obligataire

L'Obligataire pourra exiger le remboursement anticipé immédiat de la totalité de ses Obligations, dans les cas suivants :

- (1) La Société n'a pas payé à bonne date toute somme due au titre de l'emprunt obligataire, soit en intérêt, soit en capital, après mise en demeure d'avoir à régulariser la situation, adressée à la Société par courrier recommandé avec avis de réception, restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours ;
- (2) En cas d'émission d'un nouvel emprunt sous forme d'Obligations convertibles, si la Société n'a pas maintenu le présent emprunt obligataire à son rang, après mise en demeure d'avoir à régulariser la situation, adressée à la Société par courrier recommandé avec avis de réception, restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours.
- (3) Cession des actions de la Société, notamment en application des dispositions du pacte d'associés conclu ce jour entre les Associés (droit de cession conjointe, obligation de cession, etc ...).

Dans ce cas, le remboursement interviendra à la valeur nominale, à laquelle s'ajoutera la prime de non conversion.

Masse des obligataires

Préalablement à l'exercice des droits attachés aux Obligations, les porteurs desdites valeurs mobilières seront regroupés, pour la défense de leurs intérêts communs et conformément aux dispositions des articles L 228-46 et L 228-103 du Code de commerce, en une masse jouissant de la personnalité morale.

Maintien du droit des obligataires

La Société prendra les mesures nécessaires à la protection des intérêts des Obligataires, comme il est dit aux articles L 228-98 et suivants du Code de Commerce, si elle décide de procéder à l'émission, sous quelque forme que ce soit, de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription réservé à ses associés, de distribuer des réserves, en espèces ou en nature, et des primes d'émission ou de modifier la répartition de ses bénéfices par la création d'actions de préférence.

A cet effet, elle devra :

- (1) Soit mettre les titulaires de ces droits en mesure de les exercer, si la période prévue au contrat d'émission n'est pas encore ouverte, de telle sorte qu'ils puissent immédiatement

- participer aux opérations susmentionnées ou en bénéficier ;
- (2) Soit prendre les dispositions qui leur permettront, s'ils viennent à exercer leurs droits ultérieurement, de souscrire à titre irréductible les nouvelles valeurs mobilières émises, ou en obtenir l'attribution à titre gratuit, ou encore recevoir des espèces ou des biens semblables à ceux qui ont été distribués, dans les mêmes quantités ou proportions ainsi qu'aux mêmes conditions, sauf en ce qui concerne la jouissance, que s'ils avaient été, lors de ces opérations, associés ;
- (3) Soit procéder à un ajustement des conditions de souscription, des bases de conversion, des modalités d'échange ou d'attribution initialement prévues de façon à tenir compte de l'incidence des opérations susmentionnées.

Cette résolution est *adoptée*

SIXIEME RESOLUTION (suppression du droit préférentiel de souscription aux OCA)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Présidence, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux 315 000 obligations dont l'émission a été décidée par la présente assemblée au titre de la précédente résolution.

L'Assemblée Générale décide de réserver la souscription des 315 000 obligations (« OCA »), dont l'émission a été décidée à :

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION	
à concurrence de	245 000 OCA
Tranche A	122 500 OCA
Tranche B	122 500 OCA
pour un prix de.....	245 000 €
ADER INVESTISSEMENTS	
à concurrence de	70 000 OCA
Tranche A	35 000 OCA
Tranche B	35 000 OCA
pour un prix de.....	70 000 €

Les souscriptions et les versements seront versés sur le compte ouvert par la Société à la Banque Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne sur le compte « AML FINANCES – Emission d'un emprunt obligataire ».

Cette décision comporte, au profit des obligataires, conformément aux dispositions de l'article L225-132 du code de commerce, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par conversion des OCA.

Cette résolution est *adoptée*

SEPTIEME RESOLUTION (pouvoir à la présidence de constater la souscription des obligations)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la Présidence de la société à l'effet de constater l'émission, la souscription et la libération intégrale des obligations convertibles, ainsi que de signer tout acte, de prendre tout engagement, d'effectuer toutes modifications statutaires et, d'une manière générale faire le nécessaire.

L'Assemblée Générale donne, en outre, tous pouvoirs à la Présidence à l'effet de prendre toutes dispositions pour assurer le service de l'emprunt, constater le nombre et le montant des actions émises par voie de conversion des obligations, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

Elle lui donne tous pouvoirs pour passer toutes conventions, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités nécessaires à la mise en œuvre des décisions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée

HUITIEME RESOLUTION (modification de la date du premier exercice)

L'Assemblée Générale décide de modifier la date de clôture du premier exercice social de la société et de modifier en conséquence le deuxième alinéa de l'article 6 des statuts qui est désormais rédigé comme suit :

« Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le 31 décembre 2017. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée

NEUVIEME RESOLUTION (agrément à cessions d'actions)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le projet de cession par Monsieur Fabrice LIMBACH de l'intégralité des actions qu'il détient dans la Société au profit de Messieurs Jean-Pierre TEYSSIER, à raison de 85 000 actions, Gérard LEFAURE, à raison de 45 000 actions et la société LA PEPINIERE à raison de 66 840 actions, cessionnaires non associés, décide de les agréer en qualité de nouveaux associés de la société.

Cette résolution est adoptée

DIXIEME RESOLUTION (agrément de nantissement d'actions)

L'Assemblée Générale, sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital visée aux précédentes résolutions et après avoir pris connaissance du projet d'affectation en nantissement de 25 000 actions AML FINANCES par la société EMVR FINANCES au profit de la BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE, autorise le nantissement envisagé et précise, conformément aux dispositions des articles L228-24 et L228-26 du code de commerce que ce consentement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article L521-3 du code de commerce, à moins que la société AML FINANCES ne préfère racheter lesdites actions.

Cette résolution est adoptée

ONZIEME RESOLUTION (pouvoirs)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'effectuer toutes formalités qu'il appartiendra.

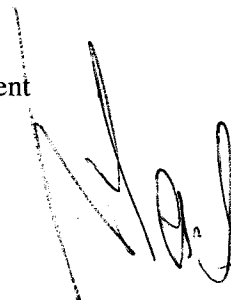
Cette résolution est *adoptée*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la Présidence déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Présidence et le secrétaire de séance.

Le Secrétaire



Le Président



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
EPINAL

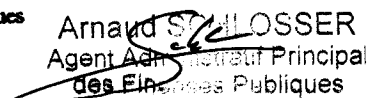
Le 09/10/2017 Dossier 2017 20768, référence 2017 A 00096

Enregistrement : 500 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Cinq cents Euros

Montant reçu : Cinq cents Euros

L'Agent administratif principal des finances publiques


Arnaud SCHLOSSER
Agent Administratif Principal
des Finances Publiques

AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 330 340 €
Siège social : 1 Place du Général de Gaulle,
88000 Epinal
830 289 757 RCS Epinal

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 4 OCTOBRE 2017

L'an 2017,
Le 4 octobre,
A 10 heures 30,

Les associés de la société AML FINANCES se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, chez EXCO NEXIOM 75 Rue de Chanvé 57050 Longeville-les-Metz sur convocation faite par le président.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Régis LIMBACH, en sa qualité de Président de la Société.

Monsieur Vincent HIMBER est désigné comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 2 330 340 actions sur les 2 330 340 actions ayant le droit de vote.

Le Président de l'Assemblée constate que l'Assemblée Générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- les justificatifs des convocations régulières des associés,
- la feuille de présence et la liste des associés,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Président,
- le rapport du commissaire aux obligations,
- le projet de contrat d'émission de l'emprunt obligataire,
- le texte des résolutions soumises au vote de l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents visés ci-dessus ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social ou sur le site Internet de la Société dont l'adresse figure sur la convocation, à compter de la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Rapport de la présidence,
- Rapport du Commissaire aux obligations,
- Augmentation du capital social de 185 000 € par la création de 185 000 actions nouvelles de numéraire ; conditions et modalités de l'émission,
- Suppression du droit préférentiel de souscription des associés au profit de personnes dénommées,

- Pouvoir à la Présidence pour constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital par apport en numéraire et apporter aux statuts les modifications corrélatives,
- Augmentation du capital social réservée aux salariés de la société en application des dispositions de l'article L. 225-129 du Code de commerce ; conditions et modalités de l'opération ; absence d'objet,
- Emission de 315 000 valeurs mobilières donnant accès au capital, sous forme d'obligations convertibles en actions ; qui permettraient à leurs titulaires de souscrire des actions de la société pour un montant nominal maximum de 315 000 €,
- Pouvoir à la Présidence pour constater la souscription et la libération intégrale des valeurs mobilières donnant accès au capital,
- Pouvoir à la Présidence constater le montant de l'augmentation de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives, en cas d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital,
- Modification de la date de clôture du premier exercice,
- Modifications statutaires corrélatives,
- Agrément aux projets de cession de ses titres par Monsieur Fabrice LIMBACH
- Nantissement des actions de la société EMVR FINANCES
- Pouvoir à la Présidence de réaliser les modifications corrélatives des statuts.

Il est donné lecture du rapport de la Présidence indiquant les motifs et modalités de l'augmentation de capital, ainsi que l'émission de l'emprunt obligataire. Il est également donné lecture du rapport du commissaire aux obligations.

Puis la Présidence déclare la discussion ouverte. Personne ne demandant la parole, la Présidence met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION (augmentation du capital par apport en numéraire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport de la présidence et constaté que le capital social était entièrement libéré, décide, sous réserve de l'adoption de la résolution suivante concernant la suppression du droit préférentiel de souscription en faveur de certaines personnes, d'augmenter le capital social de 185 000 € pour le porter à 2 515 340 €, par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune.

Les actions nouvelles seront émises au pair, soit 1 € par action et seront libérées en totalité lors de leur souscription.

Les actions souscrites pourront être libérées en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Les actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Elles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de cette date et soumises à toutes les dispositions statutaires.

L'Assemblée Générale décide que les souscriptions seront reçues jusqu'au 31 octobre 2017 inclus au siège social.

Si à cette date, la totalité des souscriptions et versements n'a pas été recueillie, la décision d'augmentation du capital sera caduque.

La souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions auront été souscrites par le ou les souscripteurs auxquels la présente augmentation de capital est réservée.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront déposés à la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne « AML FINANCES – Augmentation de capital » qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L225-146 du Code de commerce.

En cas de libération par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, le Président établira un arrêté de compte.

Cette résolution est *adoptée*

DEUXIEME RESOLUTION (suppression du droit préférentiel de souscription aux actions)

L'Assemblée Générale, statuant sur le rapport de la présidence, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés et de réserver l'émission des 185 000 actions à

EMVR FINANCES
à concurrence de25 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 25 000 €

EL CONSULTING
à concurrence de25 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 25 000 €

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION
à concurrence de105 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 105 000 €

ADER INVESTISSEMENTS
à concurrence de30 000 actions nouvelles
pour un prix de..... 30 000 €

Monsieur Régis LIMBACH ne prenant pas part au vote, cette résolution est *adoptée*

TROISIEME RESOLUTION (pouvoir à la présidence pour constater l'augmentation de capital)

L'Assemblée Générale confère à la Présidence tous pouvoirs à l'effet de, sur la base du certificat de dépôt des fonds établi par la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne et sur présentation des bulletins de souscription, constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital à la date du certificat du dépositaire, ainsi que de signer tout acte, de prendre tout engagement, d'effectuer toutes modifications statutaires et, d'une manière générale faire le nécessaire.

Cette résolution est *adoptée*

QUATRIEME RESOLUTION (augmentation de capital réservée aux salariés)

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance du rapport de la Présidence en application de l'article L225-129-6 du Code de commerce, constate que ledit article n'est pas applicable à la société AML FINANCES dans la mesure où la société n'emploie aucun salarié.

Cette résolution est *adoptée*

CINQUIEME RESOLUTION (émission d'un emprunt obligataire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- du rapport de la Présidence
- du rapport du Commissaire aux obligations désigné à l'unanimité des associés en application de l'article L. 228-39 du code de commerce
- du projet de contrat d'émission des obligations convertibles (« l'Emprunt Obligataire »),

décide d'émettre, sous la forme nominative, 315 000 obligations convertibles en actions (les « Obligations » ou les « OCA ») donnant droit à leurs titulaires d'obtenir, par conversion et compte tenu que chaque obligation donne droit à une action, 315 000 actions de la société conformément aux stipulations de l'Emprunt Obligataire.

L'emprunt est émis aux conditions et modalités exposées au sein du contrat d'émission dont les associés ont eu connaissance, à savoir notamment :

Emission d'un emprunt obligataire convertible

La Société émet, sans appel public à l'épargne, un emprunt obligataire convertible de trois cent quinze mille (315 000) euros, représenté par trois cent quinze mille (315 000) obligations de un (1) euro de nominal, convertibles chacune en une (1) action de la Société.

Ces obligations sont réparties en deux tranches (« Tranche »), la Tranche A étant composée de 157 500 obligations et la Tranche B de 157 500 obligations :

- Tranche A : 157 500 Obligations convertibles, soit 157 500 euros
 - FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION : souscription de cent vingt-deux mille cinq cents (122 500) Obligations convertibles, au prix de cent vingt-deux mille cinq cents (122 500) euros
 - ADER INVESTISSEMENTS : souscription de trente-cinq mille (35 000) Obligations convertibles, au prix de trente-cinq mille (35 000) euros
- Tranche B : 157 500 Obligations convertibles, soit 157 500 euros
 - FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION : souscription de cent vingt-deux mille cinq cents (122 500) Obligations convertibles, au prix de cent vingt-deux mille cinq cents (122 500) euros
 - ADER INVESTISSEMENTS : souscription de trente-cinq mille (35 000) Obligations convertibles, au prix de trente-cinq mille (35 000) euros

soit un total de trois cent quinze mille (315 000) Obligations convertibles, soit trois cent quinze mille (315 000) euros.

Périodes de souscription

La souscription des trois cent quinze mille (315 000) Obligations Convertibles (Tranche A et Tranche B) sera ouverte à compter du 4 octobre 2017 et pourra être close sans préavis dès la souscription de la totalité de l'émission par les Souscripteurs auxquels l'émission a été réservée.

Durée

L'emprunt a une durée de six (6) années d'achevant le 31 décembre 2023.

A cette date, les obligations émises feront l'objet, à défaut de conversion préalable en actions, d'un remboursement total.

Prix d'émission des obligations

Les Obligations seront émises au pair, soit au prix d'un (1) euro par Obligation.

Le prix d'émission est payable en totalité, en numéraire, à la souscription.

Forme des Obligations

Les Obligations seront émises sous la forme nominative et donneront lieu à une inscription en compte, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Intérêts

Les Obligations seront productives d'un intérêt annuel de quatre pour cent (4%) l'an, payable annuellement au 31 décembre.

Le premier coupon sera payable le 31 décembre 2017 et représentera l'intérêt couru du 4 octobre 2017 au 31 décembre 2017.

Les intérêts des Obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par la Société.

En cas de conversion d'Obligations entre deux dates d'échéance des intérêts, les intérêts y afférents seront payés prorata temporis sur la base d'une année de 365 jours.

Jouissance des obligations

Les Obligations seront créées avec jouissance à compter de la date de réalisation de la souscription.

Modalités de conversion des obligations en actions

L'Obligataire aura la faculté à tout moment, et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois (3) mois après qu'elles auront été appelées au remboursement, d'obtenir la conversion des Obligations Convertibles en actions nouvelles de la Société, qui seront libérées par voie de compensation de leur créance obligataire, à raison de une (1) action de un (1) euro de valeur nominale entièrement libérée pour une Obligation de un (1) euro de valeur nominale présentée.

A défaut d'avoir été exercés dans ce délai par la souscription aux titres de capital correspondants, ces droits deviendront caducs et seront définitivement perdus par leurs titulaires qui ne pourront donc plus souscrire aux titres de capital attachés aux Obligations.

Le Président pourra suspendre, pendant une durée maximale de trois (3) mois, conformément aux dispositions réglementaires applicables, la possibilité d'exercer les droits attachés aux Obligations et d'obtenir l'attribution des titres de capital correspondants, en cas :

- d'émission de nouveaux titres de capital ;
- d'émission de nouvelles valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- de fusion ou de scission de la Société.

Dans ce cas, les dates d'entrée en vigueur et de cessation de la suspension, ainsi que les autres indications figurant dans l'avis de suspension visé à l'article R 225-133 du Code de Commerce, seront portés à la connaissance des porteurs des valeurs mobilières par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sept (7) jours au moins avant la date d'entrée en vigueur de la suspension.

Les titres de capital obtenus par l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières à l'issue de la période de suspension donneront droit aux dividendes versés au titre de l'exercice au cours duquel ils ont été émis.

Les demandes de souscription seront transmises à la Société.

Les Obligations dont la conversion sera demandée seront annulées.

Engagement de non conversion de l'Obligataire

L'Obligataire s'engage à ne pas demander la conversion de ses Obligations avant le 31 décembre 2023 à moins de la réalisation de l'un des événements suivants avant cette date :

- (1) Cession des actions de la Société, notamment en application des dispositions du pacte d'associés conclu ce jour entre les Associés (droit de cession conjointe, obligation de cession, etc ...).
- (2) Non-respect par l'une quelconque des Parties, autre que l'Obligataire, de l'une des dispositions du pacte d'associés conclu ce jour entre les Associés ;
Dans ce cas, l'Obligataire pourra demander la conversion de ses Obligations à tout moment, sans limitation du nombre d'Obligations.

Date d'amortissement

Les Obligations qui n'auront pas été converties en actions seront remboursées par tranche, le 31 décembre 2022 pour la Tranche A et le 31 décembre 2023 pour la Tranche B.

Prime de non conversion et modalités d'amortissement

L'abandon de l'exercice du droit à la conversion des Obligations entraîne le versement d'une prime de non conversion qui porte le taux actuariel annuel de l'emprunt à six pour cent (6%), cette prime étant calculée à compter du jour de la souscription et payable à la date de remboursement de l'échéance de l'emprunt.

La prime de non conversion est également due en cas de remboursement anticipé. Elle est alors calculée, à compter du jour de la souscription.

Les obligations seront remboursées à leur valeur nominale, soit un (1) euro par titre, à laquelle s'ajoutera la prime de non conversion.

Amortissement anticipé à la demande de la Société

La Société pourra, à tout moment, imposer à l'Obligataire le rachat ou le remboursement anticipé en partie ou en totalité de ses Obligations.

Dans ce cas, le remboursement interviendra à la valeur nominale, à laquelle s'ajoutera la prime de non conversion.

Amortissement anticipé à la demande de l'Obligataire

L'Obligataire pourra exiger le remboursement anticipé immédiat de la totalité de ses Obligations, dans les cas suivants :

- (1) La Société n'a pas payé à bonne date toute somme due au titre de l'emprunt obligataire, soit en intérêt, soit en capital, après mise en demeure d'avoir à régulariser la situation, adressée à la Société par courrier recommandé avec avis de réception, restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours ;
- (2) En cas d'émission d'un nouvel emprunt sous forme d'Obligations convertibles, si la Société n'a pas maintenu le présent emprunt obligataire à son rang, après mise en demeure d'avoir à régulariser la situation, adressée à la Société par courrier recommandé avec avis de réception, restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours.
- (3) Cession des actions de la Société, notamment en application des dispositions du pacte d'associés conclu ce jour entre les Associés (droit de cession conjointe, obligation de cession, etc ...).

Dans ce cas, le remboursement interviendra à la valeur nominale, à laquelle s'ajoutera la prime de non conversion.

Masse des obligataires

Préalablement à l'exercice des droits attachés aux Obligations, les porteurs desdites valeurs mobilières seront regroupés, pour la défense de leurs intérêts communs et conformément aux dispositions des articles L 228-46 et L 228-103 du Code de commerce, en une masse jouissant de la personnalité morale.

Maintien du droit des obligataires

La Société prendra les mesures nécessaires à la protection des intérêts des Obligataires, comme il est dit aux articles L 228-98 et suivants du Code de Commerce, si elle décide de procéder à l'émission, sous quelque forme que ce soit, de nouveaux titres de capital avec droit préférentiel de souscription réservé à ses associés, de distribuer des réserves, en espèces ou en nature, et des primes d'émission ou de modifier la répartition de ses bénéfices par la création d'actions de préférence.

A cet effet, elle devra :

- (1) Soit mettre les titulaires de ces droits en mesure de les exercer, si la période prévue au contrat d'émission n'est pas encore ouverte, de telle sorte qu'ils puissent immédiatement

- participer aux opérations susmentionnées ou en bénéficier ;
- (2) Soit prendre les dispositions qui leur permettront, s'ils viennent à exercer leurs droits ultérieurement, de souscrire à titre irréductible les nouvelles valeurs mobilières émises, ou en obtenir l'attribution à titre gratuit, ou encore recevoir des espèces ou des biens semblables à ceux qui ont été distribués, dans les mêmes quantités ou proportions ainsi qu'aux mêmes conditions, sauf en ce qui concerne la jouissance, que s'ils avaient été, lors de ces opérations, associés ;
 - (3) Soit procéder à un ajustement des conditions de souscription, des bases de conversion, des modalités d'échange ou d'attribution initialement prévues de façon à tenir compte de l'incidence des opérations susmentionnées.

Cette résolution est *adoptée*

SIXIEME RESOLUTION (suppression du droit préférentiel de souscription aux OCA)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Présidence, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés aux 315 000 obligations dont l'émission a été décidée par la présente assemblée au titre de la précédente résolution.

L'Assemblée Générale décide de réserver la souscription des 315 000 obligations (« OCA »), dont l'émission a été décidée à :

FONDS LORRAIN DE CONSOLIDATION	
à concurrence de	245 000 OCA
Tranche A	122 500 OCA
Tranche B	122 500 OCA
pour un prix de.....	245 000 €
ADER INVESTISSEMENTS	
à concurrence de	70 000 OCA
Tranche A	35 000 OCA
Tranche B	35 000 OCA
pour un prix de.....	70 000 €

Les souscriptions et les versements seront versés sur le compte ouvert par la Société à la Banque Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne sur le compte « AML FINANCES – Emission d'un emprunt obligataire ».

Cette décision comporte, au profit des obligataires, conformément aux dispositions de l'article L225-132 du code de commerce, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par conversion des OCA.

Cette résolution est *adoptée*

SEPTIEME RESOLUTION (pouvoir à la présidence de constater la souscription des obligations)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à la Présidence de la société à l'effet de constater l'émission, la souscription et la libération intégrale des obligations convertibles, ainsi que de signer tout acte, de prendre tout engagement, d'effectuer toutes modifications statutaires et, d'une manière générale faire le nécessaire.

L'Assemblée Générale donne, en outre, tous pouvoirs à la Présidence à l'effet de prendre toutes dispositions pour assurer le service de l'emprunt, constater le nombre et le montant des actions émises par voie de conversion des obligations, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

Elle lui donne tous pouvoirs pour passer toutes conventions, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités nécessaires à la mise en œuvre des décisions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée

HUITIEME RESOLUTION (modification de la date du premier exercice)

L'Assemblée Générale décide de modifier la date de clôture du premier exercice social de la société et de modifier en conséquence le deuxième alinéa de l'article 6 des statuts qui est désormais rédigé comme suit :

« Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le 31 décembre 2017. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée

NEUVIEME RESOLUTION (agrément à cessions d'actions)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le projet de cession par Monsieur Fabrice LIMBACH de l'intégralité des actions qu'il détient dans la Société au profit de Messieurs Jean-Pierre TEYSSIER, à raison de 85 000 actions, Gérard LEFAURE, à raison de 45 000 actions et la société LA PEPINIERE à raison de 66 840 actions, cessionnaires non associés, décide de les agréer en qualité de nouveaux associés de la société.

Cette résolution est adoptée

DIXIEME RESOLUTION (agrément de nantissement d'actions)

L'Assemblée Générale, sous réserve de la réalisation de l'augmentation de capital visée aux précédentes résolutions et après avoir pris connaissance du projet d'affectation en nantissement de 25 000 actions AML FINANCES par la société EMVR FINANCES au profit de la BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE, autorise le nantissement envisagé et précise, conformément aux dispositions des articles L228-24 et L228-26 du code de commerce que ce consentement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties selon les dispositions de l'article L521-3 du code de commerce, à moins que la société AML FINANCES ne préfère racheter lesdites actions.

Cette résolution est adoptée

ONZIEME RESOLUTION (pouvoirs)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'effectuer toutes formalités qu'il appartiendra.

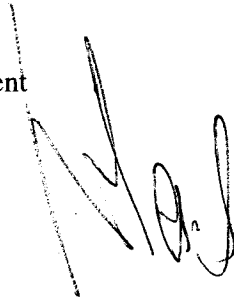
Cette résolution est *adoptée*

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la Présidence déclare la séance levée. De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par la Présidence et le secrétaire de séance.

Le Secrétaire



Le Président



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
EPINAL

Le 09/10/2017 Dossier 2017 20768, référence 2017 A 00096
Enregistrement : 500 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
L'Agent administratif principal des finances publiques

Arnaud STALLOSER
Agent Administratif Principal
des Finances Publiques

AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 515 340 €
Siège social : 1 Place du Général de Gaulle,
88000 Epinal
830 289 757 RCS Epinal

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 4 OCTOBRE 2017 (extraits)

Propositions des résolutions afférentes à la nomination d'un commissaire aux comptes et à la nomination d'un nouveau président

PREMIERE RESOLUTION (nomination d'un commissaire aux comptes)

L'Assemblée Générale constatant que les conditions légales sont remplies, désigne la société KPGM SA, 2 Rue Pierre Simon de Laplace 57070 Metz en qualité de commissaire aux comptes de la Société pour une durée de six (6) exercices ; étant rappelé, conformément à l'article L823-1 du code de commerce, que le commissaire au compte désigné avait participé en qualité de commissaire aux comptes à une précédente opération d'augmentation de capital par apport en nature et, à ce titre, vérifié les opérations d'apports réalisées au profit de la Société en date du 7 juillet 2017.

Cette résolution est *adoptée*

DEUXIEME RESOLUTION (nomination d'un nouveau président)

L'Assemblée Générale, compte tenu de la démission de Monsieur Régis LIMBACH de ses fonctions de président de la Société à compter de ce jour, décide de nommer la société

EMVR FINANCES
Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 €
Siège social 1 Place du Général de Gaulle 88000 Epinal
831 120 373 RCS Epinal

pour une durée indéterminée à compter de ce jour.

Cette résolution est *adoptée*

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 octobre 2017

Certifié conforme
Le Président



AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 515 340 €
Siège social : 1 Place du Général de Gaulle,
88000 Epinal
830 289 757 RCS Epinal

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 4 OCTOBRE 2017 (extraits)

Propositions des résolutions afférentes à la nomination d'un commissaire aux comptes et à la nomination d'un nouveau président

PREMIERE RESOLUTION (nomination d'un commissaire aux comptes)

L'Assemblée Générale constatant que les conditions légales sont remplies, désigne la société KPGM SA, 2 Rue Pierre Simon de Laplace 57070 Metz en qualité de commissaire aux comptes de la Société pour une durée de six (6) exercices ; étant rappelé, conformément à l'article L823-1 du code de commerce, que le commissaire au compte désigné avait participé en qualité de commissaire aux comptes à une précédente opération d'augmentation de capital par apport en nature et, à ce titre, vérifié les opérations d'apports réalisées au profit de la Société en date du 7 juillet 2017.

Cette résolution est *adoptée*

DEUXIEME RESOLUTION (nomination d'un nouveau président)

L'Assemblée Générale, compte tenu de la démission de Monsieur Régis LIMBACH de ses fonctions de président de la Société à compter de ce jour, décide de nommer la société

EMVR FINANCES
Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 €
Siège social 1 Place du Général de Gaulle 88000 Epinal
831 120 373 RCS Epinal

pour une durée indéterminée à compter de ce jour.

Cette résolution est *adoptée*

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 octobre 2017

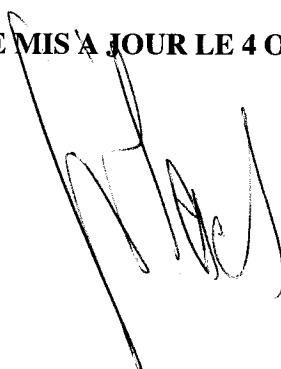
Certifié conforme
Le Président



AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 515 340 €
Siège social 1 Place du Général de Gaulle 88000 Epinal
830 289 757 RCS Epinal

STATUTS TELS QUE MIS A JOUR LE 4 OCTOBRE 2017

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized 'M' or 'H' followed by a flourish.

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Partie lors de la constitution de la société.....	4
Titre I - Caractéristiques principales de la société.....	4
Article 1. Constitution - Forme.....	4
Article 2. Objet	4
Article 3. Dénomination	5
Article 4. Siège social	5
Article 5. Durée	5
Article 6. Exercice social	5
Article 7. Apports	5
7.1. Constitution	5
7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017	5
7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017	6
7.4. Emission d'un emprunt obligataire du 4 octobre 2017.....	6
Article 8. Capital social	6
Article 9. Modification du capital social	6
Titre II - Valeurs mobilières	7
Article 10. Forme des actions	7
Article 11. Droits et obligations attachés aux actions.....	7
11.1. Généralités	7
11.2. Droit d'information permanent	8
11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés.....	8
Article 12. Indivisibilité des actions	8
Article 13. Démembrement	8
Titre III - Modalité et contrôle des cessions.....	9
Article 14. Transmission des actions	9
14.1. Définitions	9
14.2. Modalités de transmission des actions.....	10
14.3. Agrément	10
Titre IV - Direction et contrôle de la société.....	11
Article 15. Direction de la société	11
15.1. Président	11
a) Fonctions et attributions du Président.....	11
b) Désignation du Président	12
c) Cessation des fonctions de Président.....	12
d) Rémunération du Président.....	12
15.2. Directeur(s) général(aux)	12
Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés	13

Article 17.	Commissaire aux comptes	13
Titre V -	Décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 18.	Objet des décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 19.	Associé unique.....	14
Article 20.	Initiative des consultations	14
Article 21.	Forme des décisions collectives.....	14
21.1.	Consultation en assemblée générale	14
21.2.	Consultation écrite	15
21.3.	Consultation par voie de téléconférence.....	16
21.4.	Consentement de tous les associés dans un acte.....	16
Article 22.	Nature et adoption des décisions collectives	16
22.1.	Décisions ordinaires	17
a)	Nature de « décision ordinaire »	17
b)	Quorum des décisions ordinaires.....	17
c)	Majorité requise pour les décisions ordinaires	17
22.2.	Décisions extraordinaires.....	17
a)	Nature de « décision extraordinaire »	17
b)	Quorum des décisions extraordinaires.....	17
c)	Majorité requise pour les décisions extraordinaires	17
Article 23.	Procès-verbaux	18
Article 24.	Prérogatives du comité d'entreprise	18
24.1.	Délibérations de la collectivité des associés	18
a)	Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles).....	18
b)	Délibération par consultation écrite.....	19
c)	Décisions de l'associé unique.....	19
d)	Consentement de tous les associés dans un acte unique	19
Titre VI -	Informations comptables et financières.....	19
Article 25.	Inventaire – Comptes annuels.....	19
Article 26.	Affectation et répartition du résultat.....	19
Titre VII -	Transformation – Dissolution – Liquidation.....	20
Article 27.	Transformation de la société.....	20
Article 28.	Dissolution - Liquidation.....	20
Titre VIII -	Dispositions finales	21
Article 29.	Contestations	21

PARTIE LORS DE LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Le soussigné Monsieur Régis LIMBACH

Né le 5 mai 1970 à Metz (57)

De nationalité française

Demeurant 75 Rue du Maréchal Leclerc 57530 Courcelles-Chaussy

a établi en date du 12 juin 2017, les statuts de la société par actions simplifiée (S.A.S.) AML FINANCES qui ont été mis à jour en dernière date du 4 octobre 2017.

TITRE I - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA SOCIETE

Article 1. Constitution - Forme

Par acte sous seing privé du 12 juin 2017, il est formé une société par actions simplifiée qui a acquis sa personnalité morale par suite de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017.

Elle est identifiée sous le numéro SIREN 830 289 757.

Elle est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts et fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France comme à l'étranger :

- La prise de participation dans le capital de toutes sociétés, ainsi que la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ;
- La gestion et la direction, l'animation et le contrôle de l'ensemble des services administratifs, informatiques, commerciaux, financiers et comptables de ses filiales et participations ;
- Le conseil en matière stratégique, de gestion, en organisation, en marketing, en recrutement, en informatique, en ingénierie financière ; le conseil en système d'information, et de management, ainsi que toutes activités de conseil au chef d'entreprise, notamment assistance en développement international ; et plus généralement la fourniture de toutes prestations de services, y compris de direction, aux entreprises ;
- L'acquisition, la prise de participations et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts sociales, titres émis, sous quelques formes que ce soit, par les Sociétés, les établissements financiers, l'Etat, les Collectivités publiques, les Fonds communs de placement, les Fonds communs de créances ;
- La création, l'acquisition, la cession et l'exploitation de tout patrimoine immobilier, ainsi que de toutes marques de fabrique et de commerce, de licence et procédés, de brevets ou de modèles de fabrique ;
- Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Article 3. Dénomination

La dénomination sociale est : **AML FINANCES**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

Article 4. Siège social

Au jour de la constitution, le siège social était fixé au 1 Place du Général de Gaulle 88000 Epinal.

Le transfert du siège social en tous lieux ou à l'étranger intervient sur décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

La création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président.

Article 5. Durée

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Article 6. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui **commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre**.

Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le **31 décembre 2017**.

Article 7. Apports

7.1. Constitution

Lors de la constitution, l'associé a fait apport d'une somme en numéraire d'un montant total de 100 € en contrepartie de laquelle il a été créé 100 actions.

Ledit apport a été souscrit en totalité et intégralement libéré comme en atteste le certificat du dépositaire de fonds ci-annexé, à savoir, la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017

Suivant décision de l'associé unique en date du 7 juillet 2017, approuvant le contrat d'apport en nature signé le 16 juin 2017, le capital social a été augmenté de 2 330 240 € au moyen des apports effectué par Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES de 6 983 actions représentant 92% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE LORRAINE, société de droit français par actions simplifiée au capital de 1 001 880 €, siège social Rue du Grand Pré – Zone Euromoselle Sud

57280 Fèves et de 200 parts sociales représentant 100% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE MAROC, société de droit marocain à responsabilité limitée au capital de 3 000 000 Dirhams, siège social 3 Boulevard Chefchaoui à Mohammédia – Maroc, respectivement évaluées à 1 955 240 € et 375 000 €.

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES, 2 330 240 actions de 1 €, entièrement libérées, respectivement 196 840 actions, 100 800 actions et 2 032 600 actions.

7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017

Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 185 000 € pour le porter de 2 330 340 € à 2 515 340 € par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune.

7.4. Emission d'un emprunt obligataire du 4 octobre 2017

Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société a décidé d'émettre un emprunt obligataire convertible en actions d'un montant de 315 000 €, correspondant à l'émission de 315 000 obligations convertibles en actions, donnant droit à leurs titulaires d'obtenir, par conversion et compte tenu que chaque obligation donne droit à une action de la société, à 315 000 actions. Cette émission comporte au profit des obligataires renonciation expresse des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par conversion.

Article 8. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **deux millions cinq cent quinze mille trois cent quarante (2 515 340) euros**. Il est divisé en 2 515 340 actions ayant une valeur nominale de 1 € chacune.

Article 9. Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti suivant décision ou autorisation de la collectivité des associés par tous moyens et procédures prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, applicables aux sociétés anonymes.

La société peut notamment émettre toutes valeurs mobilières prévues à l'article L. 228-91 et suivants du Code de commerce.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de préférence.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus.

TITRE II - VALEURS MOBILIERES

Article 10. Forme des actions

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Ces droits sont définis dans les statuts.

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes, peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions de préférence.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

Article 11. Droits et obligations attachés aux actions

11.1. Généralités

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social.

Chaque action, hors celles sans droit de vote, donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

11.2. Droit d'information permanent

Tout associé a le droit, à toute époque sous réserve d'une demande préalable effectuée quinze (15) jours avant la consultation, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société les documents suivants :

- les documents sociaux concernant les trois (3) derniers exercices, à savoir : l'inventaire, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), les rapports des commissaires aux comptes
- les procès-verbaux et feuilles de présences des assemblées tenues au cours des trois (3) derniers exercices
- la liste des dirigeants et des commissaires aux comptes, ainsi que celle des associés à jour, mentionnant le nombre de valeurs mobilières dont ils sont détenteurs ainsi que leurs natures
- les statuts de la société en vigueur au jour de la demande

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés

Tout associé a le droit, à compter de la convocation de l'assemblée générale, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société, les documents suivants :

- le rapport de l'organe de direction
- le texte des projets de résolution
- le cas échéant, le(s) rapport (s) des commissaires aux comptes, aux apports ou à la fusion
- s'il s'agit de l'assemblée ordinaire annuelle, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

A compter de la convocation, tout associé a, au plus tard cinq (5) jours avant la tenue de l'assemblée générale, la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Président sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Article 12. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Article 13. Démembrement

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions ordinaires.

L'usufruitier est le seul titulaire des dividendes distribués sans distinguer selon leur source (réserves, profits exceptionnels ou autres).

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives et de la distribution des dividendes. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

TITRE III - MODALITE ET CONTROLE DES CESSIONS

Article 14. Transmission des actions

14.1. Définitions

Les termes ci-après énumérés dans les statuts ont la signification suivante :

- Cession/ Céder : Désigne toute mutation, immédiate ou à terme, directe ou indirecte, volontaire ou forcée, à titre gratuit ou à titre onéreux, par quelque mode juridique que ce soit, et notamment, sans que cette liste soit limitative, par vente amiable ou forcée y compris aux enchères, apport, donation, distribution, échange, fusion ou scission, restructuration, prêt, constitution d'une garantie (notamment nantissement), attribution judiciaire, dissolution et liquidation d'une personne morale, transmission en cas de succession, liquidation de communauté entre époux, transfert à un ascendant ou un descendant, entraînant un transfert de la jouissance et/ou de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit d'actions, étant précisé que la cession ou la renonciation à des droits préférentiels de souscription d'actions au profit d'une personne, physique ou morale, dénommée est assimilée à une Cession.
Les termes de Cédant et de Cessionnaire devront être interprétés dans cette acception.
- Tiers : Désigne toute personne, physique ou morale, ou entité juridique quelconque autre qu'un Associé ;
- Actions, Titres ou Valeur mobilière : Désigne la nue-propriété, l'usufruit ou la pleine propriété :
 - des actions présentes et à venir, qu'elles soient créées du chef des actions existantes ou acquises dans toute autre condition, représentatives du capital social et des droits de vote de la société,
 - des droits de souscription d'actions en cas d'augmentation de capital, des droits d'attribution d'actions gratuites,
 - de manière générale, de tous les droits, titres et valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de toute autre manière, à des actions ou des titres représentatifs d'une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société ou à une quotité de ses bénéfices, ainsi que les droits préférentiels de souscription et/ou les droits d'attribution et/ou tous autres droits attachés aux actions, valeurs mobilières et droits susvisés ;
- Réception des notifications : Toute notification devant être donnée au titre des présents statuts sera réputée avoir été reçue, au plus tard, sept (7) jours après la date du cachet de la poste.

14.2. Modalités de transmission des actions

La transmission des Valeurs Mobilières s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire.

La Société est tenue de procéder à cette transmission le jour même de la réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les quinze (15) jours qui suivent celle-ci. A défaut d'y procéder le commissaire au compte pourra se substituer au représentant légal.

Les Valeurs Mobilières sont librement transmissibles par l'associé unique ou entre associés

Dans les autres situations, les Valeurs Mobilières sont transmissibles, sous les conditions suivantes :

14.3. Agrément

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les Valeurs Mobilières ne peuvent être transmises, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, y compris entre associés, conjoints, ascendants ou descendants qu'après avoir été agréé dans les conditions suivantes :

- a) La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre simple remise contre émargement du Président. Elle indique le nombre de Valeurs Mobilières dont la transmission est envisagée, le prix de la mutation, l'identité de l'acquéreur (nom, prénom / dénomination, adresse du domicile / siège social, nationalité, le cas échéant pour les personnes morales, numéro RCS, montant et répartition du capital social et identité de ses dirigeants sociaux).
- b) A réception de la demande d'agrément, le Président convoque la collectivité des associés. La décision d'agrément ou de refus d'agrément est prise par un ou plusieurs associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires ; les actions de l'associé qui projette de transmettre ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.
- c) L'agrément résultera soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'agrément notifiée par l'associé transmettant. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
- d) En cas d'agrément, la transmission projetée est réalisée par l'associé transmettant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des Valeurs Mobilières dans le délai d'un (1) mois suivant de la notification de l'agrément, l'agrément sera caduc.
- e) En cas de refus d'agrément, l'associé transmettant doit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de transmission. A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :
 - Soit faire racheter les Valeurs Mobilières dont la transmission était envisagée par un ou plusieurs associés ;
 - Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six (6) mois de ce rachat céder ces Valeurs Mobilières ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des Valeurs Mobilières du transmettant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration dudit délai de deux (2) mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de

commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le transmettant et le bénéficiaire de la transmission dûment appelés.

La transmission au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la société qui le notifiera au transmettant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Toutes les transmissions d'actions effectuées en violation du présent article sont nulles.

Le présent article ne peut être supprimé ou modifié qu'à l'unanimité des associés.

Le présent article ne trouve pas à s'appliquer lorsque la société ne comporte qu'un seul associé.

TITRE IV - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15. Direction de la société

15.1. Président

a) Fonctions et attributions du Président

La société est gérée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président qui est une personne physique ou morale, salariée ou non, associée ou non de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal, sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, le président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Toutes questions qui ne relèvent expressément, en vertu de la réglementation en vigueur ou par les présents statuts, ni de la décision de l'associé unique ou des associés, ni de la décision d'un autre organe de direction et/ou de contrôle de la Société, sont de la compétence du Président.

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

b) Désignation du Président

Au cours de la vie sociale le Président ne peut être renouvelé, remplacé, révoqué et nommé que par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires.

Sauf décision contraire des associés, la durée des fonctions du Président est indéterminée.

c) Cessation des fonctions de Président

Les fonctions de président prennent fin : soit par le décès, la démission, la révocation, soit par la survenance d'une interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une société, soit par l'ouverture d'une procédure de sauvegarde des entreprises, ou de surendettement.

En cas de cessation des fonctions de président par démission, il devra respecter un préavis de trois (3) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Cette décision n'aura pas lieu d'être motivée et n'ouvre droit à aucune indemnité de révocation, sauf décision contraire des associés. Il est également révocable par le tribunal de commerce pour cause légitime à la demande de tout associé.

En cas de cessation des fonctions de président pour une cause autre que la démission ou la révocation, l'associé unique nommera un nouveau président, en cas de pluralité des associés, l'associé majoritaire convoquera, dans le (1) mois de la cessation, la collectivité des associés pour statuer, sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires, sur la nomination d'un nouveau président.

En cas de carence de l'associé majoritaire, tout associé pourra convoquer la collectivité des associés.

d) Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Elle peut être fixe et/ou proportionnelle. En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

15.2. Directeur(s) général(aux)

Sur la proposition du Président, l'assemblée générale peut nommer, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs Directeur(s) général(aux).

La durée de leur fonction est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Ils peuvent être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale prise à la majorité requise pour les décisions ordinaires, sur proposition du Président, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation, sauf décision contraire des associés.

Leurs rémunérations sont fixées dans les mêmes conditions que celle du Président.

Ils disposent des mêmes pouvoirs que le Président, dont celui de représentation de la société à l'égard des tiers, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'associé unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, la procédure de contrôle est celle prévues par l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Article 17. Commissaire aux comptes

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un commissaire aux comptes exerçant sa mission conformément à la loi.

Il est nommé pour une durée de six (6) exercices.

En outre, tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

TITRE V - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Article 18. Objet des décisions de l'associé unique ou des associés

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, révocation du Président, Directeur Général
- Nomination et renouvellement du commissaire aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions de l'article L.227-10 du code de commerce
- Toutes modifications statutaires, et notamment : extension ou modification de l'objet social, augmentation, amortissement ou réduction du capital social, transfert du siège,

Sauf clause statutaire contraire, toute autre décision relève de la compétence du Président.

Article 19. Associé unique

Si la société venait à ne comporter qu'un associé, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

Article 20. Initiative des consultations

L'organe compétent pour provoquer la décision des associés est le Président.

Un ou plusieurs associés, réunissant au moins dix pour cent (10%) du capital social, peut demander au Président de convoquer l'assemblée générale des associés. La demande est présentée aux frais des demandeurs. Ils devront justifier de cette quotité et mandater l'un d'entre eux de présenter la demande au Président. A défaut de réunion d'une assemblée dans les trente (30) jours de la réception de cette demande, le mandataire des demandeurs pourra convoquer directement les associés en assemblée générale.

Le commissaire aux comptes dispose des mêmes prérogatives.

Article 21. Forme des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président:

- soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation,
- soit par consultation par correspondance,
- soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle
- soit par acte authentique ou sous seing privé.

Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

21.1. Consultation en assemblée générale

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite (courriel, télécopie, lettre simple ou recommandée, etc.) huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'assemblée peut en outre être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Participation par téléconférence

Sont présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Le vote de l'associé participant à l'assemblée par téléconférence n'est pas assimilé à un vote à distance, mais bien comme un vote en séance.

Représentation de l'associé

Les associés peuvent uniquement se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé, en ce compris l'usufruitier. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Vote à distance

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

21.2. Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception ou lettre remise en main propre contre décharge, un bulletin de vote portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

21.3. Consultation par voie de téléconférence

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance avec en annexe un document faisant ressortir :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs.

Le Président en adresse un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés en faisant la demande.

L'associé ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies, courriels, etc. ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant la manifestation de leur volonté.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

21.4. Consentement de tous les associés dans un acte

Dans ce cas, un acte sous seings privés ou notarié est dressé par le Président ; il y est relaté l'objet de la ou des décisions, sous forme de résolutions, présentées par le Président ou un ou plusieurs associés. La signature de tous les associés de ce document pourra intervenir simultanément ou par échange de correspondance ; dans ce cas la décision sera considérée comme adoptée à la date de la dernière signature.

Le Président portera alors cette date sur l'acte et l'adressera immédiatement pour information au Commissaire aux Comptes et fera le nécessaire afin de la reporter sur le registre des décisions des Assemblées.

La consultation, même sous cette forme, sera toujours accompagnée d'un rapport explicatif du Président permettant d'éclairer le consentement des associés et qui sera portée à la connaissance de tous les associés préalablement ou concomitamment à leur consultation.

Article 22. Nature et adoption des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires :

22.1. Décisions ordinaires

a) Nature de « décision ordinaire »

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

b) Quorum des décisions ordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

22.2. Décisions extraordinaires

a) Nature de « décision extraordinaire »

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

b) Quorum des décisions extraordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions extraordinaires

Les décisions collectives sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les actionnaires présents, représenté ou ayant voté à distance.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'expulsion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Article 23. Procès-verbaux

Les décisions de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés dans les quinze (15) jours de la délibération par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision résultant de la signature d'un acte sous seing privé ou notarié, ledit acte ou un extrait devra être reporté chronologiquement dans le registre des décisions collectives. Il en va de même, en cas de consultation écrite ou de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, du procès-verbal du Président.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, le secrétaire de séance, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 24. Prérogatives du comité d'entreprise

24.1. Délibérations de la collectivité des associés

- a) Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)

Le cas échéant, le comité d'entreprise est tenu informé des dates de réunion des associés délibérant sous forme d'assemblées d'associés ou par voie de téléconférences, à la diligence du Président, et ce par tous moyens, dans les mêmes conditions de délai que les associés.

Le comité d'entreprise peut participer aux décisions prises par les associés sous la forme d'assemblées d'associés ou de délibérations par voie de téléconférences. S'il décide de participer à ladite assemblée ou délibération par voie de téléconférence, le comité d'entreprise devra désigner deux représentants dans les conditions fixées à l'article L2323-67 du code du travail.

Les représentants ainsi désignés assisteront aux débats, sans voix consultative, ni délibérative.

Par dérogation à ce qui précède, les membres du comité d'entreprise devront, à leur demande, être entendus lors de toutes délibérations requérant la majorité qualifiée des associés.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées d'associés. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandatés à cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de communication dans un délai de cinq (5) jours avant la réunion de l'assemblée, accompagnées du texte des projets de résolutions qui doivent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen, notamment lettre remise en mains propres contre décharge, lettre

recommandée AR ou par un moyen de communication électronique de télécommunication, au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

b) Délibération par consultation écrite

En cas de délibération par consultation écrite, le comité d'entreprise sera informé de l'ordre du jour, par tout moyen à l'initiative du Président et sera destinataire du texte des résolutions proposées et des documents transmis aux associés dans les mêmes conditions de délai que les associés.

c) Décisions de l'associé unique

En cas de décisions de l'associé unique, le comité d'entreprise sera, le cas échéant, destinataire des documents mis à la disposition de l'associé unique par tous moyens à l'initiative du Président.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandaté cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de télécommunication dans un délai de cinq (5) jours avant la date prévue pour la délibération de l'associé unique, accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

d) Consentement de tous les associés dans un acte unique

En cas de consentement de tous les associés dans un acte unique, le comité d'entreprise sera informé et destinataire du texte dans les plus brefs délais, par tout moyen à l'initiative du Président.

TITRE VI - INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

Article 25. Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans les délais légaux à compter de la date de clôture de l'exercice.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

Article 26. Affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé

- 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- toute sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable. Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la libre disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

TITRE VII - TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 27. Transformation de la société

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par la loi.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, et ce :

- à l'unanimité pour une transformation en Société en Nom Collectif, en Société Civile, en Société en commandite ou en Groupement d'Intérêt Economique.
- à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté à distance en Société A Responsabilité Limitée ou en Société Anonyme

Article 28. Dissolution - Liquidation

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L.227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président et à celle des commissaires aux comptes.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent, dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires, le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La décision collective des associés est prise dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

TITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

Article 29. Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

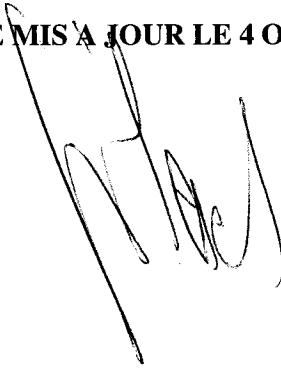
Statuts tels que modifiés en date du 4 octobre 2017

Certifiés conforme par le président

AML FINANCES

Société par actions simplifiée au capital de 2 515 340 €
Siège social 1 Place du Général de Gaulle 88000 Epinal
830 289 757 RCS Epinal

STATUTS TELS QUE MIS A JOUR LE 4 OCTOBRE 2017

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. A. L.', is written over the text 'STATUTS TELS QUE MIS A JOUR LE 4 OCTOBRE 2017'.

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Partie lors de la constitution de la société.....	4
Titre I - Caractéristiques principales de la société.....	4
Article 1. Constitution - Forme.....	4
Article 2. Objet	4
Article 3. Dénomination	5
Article 4. Siège social	5
Article 5. Durée	5
Article 6. Exercice social.....	5
Article 7. Apports	5
7.1. Constitution	5
7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017	5
7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017	6
7.4. Emission d'un emprunt obligataire du 4 octobre 2017.....	6
Article 8. Capital social	6
Article 9. Modification du capital social	6
Titre II - Valeurs mobilières	7
Article 10. Forme des actions	7
Article 11. Droits et obligations attachés aux actions.....	7
11.1. Généralités	7
11.2. Droit d'information permanent	8
11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés.....	8
Article 12. Indivisibilité des actions	8
Article 13. Démembrement	8
Titre III - Modalité et contrôle des cessions.....	9
Article 14. Transmission des actions	9
14.1. Définitions	9
14.2. Modalités de transmission des actions.....	10
14.3. Agrément	10
Titre IV - Direction et contrôle de la société.....	11
Article 15. Direction de la société	11
15.1. Président	11
a) Fonctions et attributions du Président.....	11
b) Désignation du Président	12
c) Cessation des fonctions de Président.....	12
d) Rémunération du Président.....	12
15.2. Directeur(s) général(aux)	12
Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés	13

Article 17.	Commissaire aux comptes	13
Titre V -	Décisions de l'associé unique ou des associés	13
Article 18.	Objet des décisions de l'associé unique ou des associés.....	13
Article 19.	Associé unique.....	14
Article 20.	Initiative des consultations	14
Article 21.	Forme des décisions collectives.....	14
21.1.	Consultation en assemblée générale	14
21.2.	Consultation écrite	15
21.3.	Consultation par voie de téléconférence	16
21.4.	Consentement de tous les associés dans un acte.....	16
Article 22.	Nature et adoption des décisions collectives	16
22.1.	Décisions ordinaires	17
a)	Nature de « décision ordinaire »	17
b)	Quorum des décisions ordinaires.....	17
c)	Majorité requise pour les décisions ordinaires	17
22.2.	Décisions extraordinaires.....	17
a)	Nature de « décision extraordinaire »	17
b)	Quorum des décisions extraordinaires.....	17
c)	Majorité requise pour les décisions extraordinaires	17
Article 23.	Procès-verbaux	18
Article 24.	Prérogatives du comité d'entreprise	18
24.1.	Délibérations de la collectivité des associés.....	18
a)	Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)	18
b)	Délibération par consultation écrite.....	19
c)	Décisions de l'associé unique.....	19
d)	Consentement de tous les associés dans un acte unique	19
Titre VI -	Informations comptables et financières.....	19
Article 25.	Inventaire – Comptes annuels.....	19
Article 26.	Affectation et répartition du résultat.....	19
Titre VII -	Transformation – Dissolution – Liquidation.....	20
Article 27.	Transformation de la société.....	20
Article 28.	Dissolution - Liquidation.....	20
Titre VIII -	Dispositions finales	21
Article 29.	Contestations	21

PARTIE LORS DE LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

Le soussigné Monsieur Régis LIMBACH

Né le 5 mai 1970 à Metz (57)

De nationalité française

Demeurant 75 Rue du Maréchal Leclerc 57530 Courcelles-Chaussy

a établi en date du 12 juin 2017, les statuts de la société par actions simplifiée (S.A.S.) AML FINANCES qui ont été mis à jour en dernière date du 4 octobre 2017.

TITRE I - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE LA SOCIETE

Article 1. Constitution - Forme

Par acte sous seing privé du 12 juin 2017, il est formé une société par actions simplifiée qui a acquis sa personnalité morale par suite de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017.

Elle est identifiée sous le numéro SIREN 830 289 757.

Elle est régie par les lois en vigueur et par les présents statuts et fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2. Objet

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France comme à l'étranger :

- La prise de participation dans le capital de toutes sociétés, ainsi que la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ;
- La gestion et la direction, l'animation et le contrôle de l'ensemble des services administratifs, informatiques, commerciaux, financiers et comptables de ses filiales et participations ;
- Le conseil en matière stratégique, de gestion, en organisation, en marketing, en recrutement, en informatique, en ingénierie financière ; le conseil en système d'information, et de management, ainsi que toutes activités de conseil au chef d'entreprise, notamment assistance en développement international ; et plus généralement la fourniture de toutes prestations de services, y compris de direction, aux entreprises ;
- L'acquisition, la prise de participations et la gestion de toutes valeurs mobilières, parts sociales, titres émis, sous quelques formes que ce soit, par les Sociétés, les établissements financiers, l'Etat, les Collectivités publiques, les Fonds communs de placement, les Fonds communs de créances ;
- La création, l'acquisition, la cession et l'exploitation de tout patrimoine immobilier, ainsi que de toutes marques de fabrique et de commerce, de licence et procédés, de brevets ou de modèles de fabrique ;
- Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Article 3. Dénomination

La dénomination sociale est : **AML FINANCES**.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

Article 4. Siège social

Au jour de la constitution, le siège social était fixé au 1 Place du Général de Gaulle 88000 Epinal.

Le transfert du siège social en tous lieux ou à l'étranger intervient sur décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

La création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du président.

Article 5. Durée

La durée de la société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévus aux présents statuts.

Article 6. Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui **commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre**.

Par exception, le premier exercice a débuté le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés d'Epinal en date du 15 juin 2017 et s'est terminé le **31 décembre 2017**.

Article 7. Apports

7.1. Constitution

Lors de la constitution, l'associé a fait apport d'une somme en numéraire d'un montant total de 100 € en contrepartie de laquelle il a été créé 100 actions.

Ledit apport a été souscrit en totalité et intégralement libéré comme en atteste le certificat du dépositaire de fonds ci-annexé, à savoir, la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne.

7.2. Augmentation du capital du 7 juillet 2017

Suivant décision de l'associé unique en date du 7 juillet 2017, approuvant le contrat d'apport en nature signé le 16 juin 2017, le capital social a été augmenté de 2 330 240 € au moyen des apports effectué par Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES de 6 983 actions représentant 92% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE LORRAINE, société de droit français par actions simplifiée au capital de 1 001 880 €, siège social Rue du Grand Pré – Zone Euromoselle Sud

57280 Fèves et de 200 parts sociales représentant 100% du capital et des droits de vote de la société AML MICROTECHNIQUE MAROC, société de droit marocain à responsabilité limitée au capital de 3 000 000 Dirhams, siège social 3 Boulevard Chefchaouni à Mohammédia – Maroc, respectivement évaluées à 1 955 240 € et 375 000 €.

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Fabrice LIMBACH, Monsieur Jean-Yves MILOJEVIC et la société COMPAGNIE FINANCIERE DES TECHNIQUES NOUVELLES, 2 330 240 actions de 1 €, entièrement libérées, respectivement 196 840 actions, 100 800 actions et 2 032 600 actions.

7.3. Augmentation de capital du 4 octobre 2017

Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 185 000 € pour le porter de 2 330 340 € à 2 515 340 € par l'émission de 185 000 actions nouvelles de numéraire de 1 € de nominal chacune.

7.4. Emission d'un emprunt obligataire du 4 octobre 2017

Aux termes des délibérations en date du 4 octobre 2017, l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société a décidé d'émettre un emprunt obligataire convertible en actions d'un montant de 315 000 €, correspondant à l'émission de 315 000 obligations convertibles en actions, donnant droit à leurs titulaires d'obtenir, par conversion et compte tenu que chaque obligation donne droit à une action de la société, à 315 000 actions. Cette émission comporte au profit des obligataires renonciation expresse des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises par conversion.

Article 8. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **deux millions cinq cent quinze mille trois cent quarante (2 515 340) euros**. Il est divisé en 2 515 340 actions ayant une valeur nominale de 1 € chacune.

Article 9. Modification du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti suivant décision ou autorisation de la collectivité des associés par tous moyens et procédures prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, applicables aux sociétés anonymes.

La société peut notamment émettre toutes valeurs mobilières prévues à l'article L. 228-91 et suivants du Code de commerce.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de préférence.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus.

TITRE II - VALEURS MOBILIERES

Article 10. Forme des actions

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Ces droits sont définis dans les statuts.

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes, peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions de préférence.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

Article 11. Droits et obligations attachés aux actions

11.1. Généralités

Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social.

Chaque action, hors celles sans droit de vote, donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

11.2. Droit d'information permanent

Tout associé a le droit, à toute époque sous réserve d'une demande préalable effectuée quinze (15) jours avant la consultation, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société les documents suivants :

- les documents sociaux concernant les trois (3) derniers exercices, à savoir : l'inventaire, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), les rapports des commissaires aux comptes
- les procès-verbaux et feuilles de présences des assemblées tenues au cours des trois (3) derniers exercices
- la liste des dirigeants et des commissaires aux comptes, ainsi que celle des associés à jour, mentionnant le nombre de valeurs mobilières dont ils sont détenteurs ainsi que leurs natures
- les statuts de la société en vigueur au jour de la demande

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

11.3. Droit d'information préalable aux décisions prises par la collectivité des associés

Tout associé a le droit, à compter de la convocation de l'assemblée générale, de consulter au siège social ou au lieu de la direction administrative de la société, les documents suivants :

- le rapport de l'organe de direction
- le texte des projets de résolution
- le cas échéant, le(s) rapport (s) des commissaires aux comptes, aux apports ou à la fusion
- s'il s'agit de l'assemblée ordinaire annuelle, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le rapport de gestion

Ce droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie, à l'exception de l'inventaire.

A compter de la convocation, tout associé a, au plus tard cinq (5) jours avant la tenue de l'assemblée générale, la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le Président sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Article 12. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Article 13. Démembrement

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions ordinaires.

L'usufruitier est le seul titulaire des dividendes distribués sans distinguer selon leur source (réserves, profits exceptionnels ou autres).

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives et de la distribution des dividendes. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

TITRE III - MODALITE ET CONTROLE DES CESSIONS

Article 14. Transmission des actions

14.1. Définitions

Les termes ci-après énumérés dans les statuts ont la signification suivante :

- Cession/ Céder : Désigne toute mutation, immédiate ou à terme, directe ou indirecte, volontaire ou forcée, à titre gratuit ou à titre onéreux, par quelque mode juridique que ce soit, et notamment, sans que cette liste soit limitative, par vente amiable ou forcée y compris aux enchères, apport, donation, distribution, échange, fusion ou scission, restructuration, prêt, constitution d'une garantie (notamment nantissement), attribution judiciaire, dissolution et liquidation d'une personne morale, transmission en cas de succession, liquidation de communauté entre époux, transfert à un ascendant ou un descendant, entraînant un transfert de la jouissance et/ou de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit d'actions, étant précisé que la cession ou la renonciation à des droits préférentiels de souscription d'actions au profit d'une personne, physique ou morale, dénommée est assimilée à une Cession.
Les termes de Cédant et de Cessionnaire devront être interprétés dans cette acception.
- Tiers : Désigne toute personne, physique ou morale, ou entité juridique quelconque autre qu'un Associé ;
- Actions, Titres ou Valeur mobilière : Désigne la nue-propriété, l'usufruit ou la pleine propriété :
 - des actions présentes et à venir, qu'elles soient créées du chef des actions existantes ou acquises dans toute autre condition, représentatives du capital social et des droits de vote de la société,
 - des droits de souscription d'actions en cas d'augmentation de capital, des droits d'attribution d'actions gratuites,
 - de manière générale, de tous les droits, titres et valeurs mobilières, simples ou composées, donnant accès ou pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, directement ou indirectement, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d'un bon ou de toute autre manière, à des actions ou des titres représentatifs d'une quotité du capital social et/ou des droits de vote de la Société ou à une quotité de ses bénéfices, ainsi que les droits préférentiels de souscription et/ou les droits d'attribution et/ou tous autres droits attachés aux actions, valeurs mobilières et droits susvisés ;
- Réception des notifications : Toute notification devant être donnée au titre des présents statuts sera réputée avoir été reçue, au plus tard, sept (7) jours après la date du cachet de la poste.

14.2. Modalités de transmission des actions

La transmission des Valeurs Mobilières s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. Les frais de transfert sont à la charge du cessionnaire.

La Société est tenue de procéder à cette transmission le jour même de la réception de l'ordre de mouvement et au plus tard dans les quinze (15) jours qui suivent celle-ci. A défaut d'y procéder le commissaire au compte pourra se substituer au représentant légal.

Les Valeurs Mobilières sont librement transmissibles par l'associé unique ou entre associés

Dans les autres situations, les Valeurs Mobilières sont transmissibles, sous les conditions suivantes :

14.3. Agrément

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les Valeurs Mobilières ne peuvent être transmises, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, y compris entre associés, conjoints, ascendants ou descendants qu'après avoir été agréé dans les conditions suivantes :

- a) La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre simple remise contre émargement du Président. Elle indique le nombre de Valeurs Mobilières dont la transmission est envisagée, le prix de la mutation, l'identité de l'acquéreur (nom, prénom / dénomination, adresse du domicile / siège social, nationalité, le cas échéant pour les personnes morales, numéro RCS, montant et répartition du capital social et identité de ses dirigeants sociaux).
- b) A réception de la demande d'agrément, le Président convoque la collectivité des associés. La décision d'agrément ou de refus d'agrément est prise par un ou plusieurs associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires ; les actions de l'associé qui projette de transmettre ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.
- c) L'agrément résultera soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'agrément notifiée par l'associé transmettant. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
- d) En cas d'agrément, la transmission projetée est réalisée par l'associé transmettant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des Valeurs Mobilières dans le délai d'un (1) mois suivant de la notification de l'agrément, l'agrément sera caduc.
- e) En cas de refus d'agrément, l'associé transmettant doit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de transmission. A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :
 - Soit faire racheter les Valeurs Mobilières dont la transmission était envisagée par un ou plusieurs associés ;
 - Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six (6) mois de ce rachat céder ces Valeurs Mobilières ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des Valeurs Mobilières du transmettant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration dudit délai de deux (2) mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de

commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le transmettant et le bénéficiaire de la transmission dûment appelés.

La transmission au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la société qui le notifiera au transmettant, dans les huit (8) jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Toutes les transmissions d'actions effectuées en violation du présent article sont nulles.

Le présent article ne peut être supprimé ou modifié qu'à l'unanimité des associés.

Le présent article ne trouve pas à s'appliquer lorsque la société ne comporte qu'un seul associé.

TITRE IV - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15. Direction de la société

15.1. Président

a) Fonctions et attributions du Président

La société est gérée, dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président qui est une personne physique ou morale, salariée ou non, associée ou non de la société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal, sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent. Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, le président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Toutes questions qui ne relèvent expressément, en vertu de la réglementation en vigueur ou par les présents statuts, ni de la décision de l'associé unique ou des associés, ni de la décision d'un autre organe de direction et/ou de contrôle de la Société, sont de la compétence du Président.

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

b) Désignation du Président

Au cours de la vie sociale le Président ne peut être renouvelé, remplacé, révoqué et nommé que par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires.

Sauf décision contraire des associés, la durée des fonctions du Président est indéterminée.

c) Cessation des fonctions de Président

Les fonctions de président prennent fin : soit par le décès, la démission, la révocation, soit par la survenance d'une interdiction légale de gérer, diriger ou administrer une société, soit par l'ouverture d'une procédure de sauvegarde des entreprises, ou de surendettement.

En cas de cessation des fonctions de président par démission, il devra respecter un préavis de trois (3) mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Cette décision n'aura pas lieu d'être motivée et n'ouvre droit à aucune indemnité de révocation, sauf décision contraire des associés. Il est également révocable par le tribunal de commerce pour cause légitime à la demande de tout associé.

En cas de cessation des fonctions de président pour une cause autre que la démission ou la révocation, l'associé unique nommera un nouveau président, en cas de pluralité des associés, l'associé majoritaire convoquera, dans le (1) mois de la cessation, la collectivité des associés pour statuer, sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires, sur la nomination d'un nouveau président.

En cas de carence de l'associé majoritaire, tout associé pourra convoquer la collectivité des associés.

d) Rémunération du Président

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, par une décision collective des associés statuant sous les formes et conditions des assemblées générales ordinaires. Elle peut être fixe et/ou proportionnelle. En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

15.2. Directeur(s) général(aux)

Sur la proposition du Président, l'assemblée générale peut nommer, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs Directeur(s) général(aux).

La durée de leur fonction est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Ils peuvent être révoqué à tout moment par décision de l'assemblée générale prise à la majorité requise pour les décisions ordinaires, sur proposition du Président, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation, sauf décision contraire des associés.

Leurs rémunérations sont fixées dans les mêmes conditions que celle du Président.

Ils disposent des mêmes pouvoirs que le Président, dont celui de représentation de la société à l'égard des tiers, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Article 16. Conventions entre la société, son président, ses associés

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'associé unique n'est pas dirigeant de la société, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, la procédure de contrôle est celle prévues par l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Article 17. Commissaire aux comptes

Si les conditions légales sont réunies, le contrôle légal de la société est effectué par un commissaire aux comptes exerçant sa mission conformément à la loi.

Il est nommé pour une durée de six (6) exercices.

En outre, tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

TITRE V - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

Article 18. Objet des décisions de l'associé unique ou des associés

L'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, révocation du Président, Directeur Général
- Nomination et renouvellement du commissaire aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions de l'article L.227-10 du code de commerce
- Toutes modifications statutaires, et notamment : extension ou modification de l'objet social, augmentation, amortissement ou réduction du capital social, transfert du siège,

Sauf clause statutaire contraire, toute autre décision relève de la compétence du Président.

Article 19. Associé unique

Si la société venait à ne comporter qu'un associé, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

Article 20. Initiative des consultations

L'organe compétent pour provoquer la décision des associés est le Président.

Un ou plusieurs associés, réunissant au moins dix pour cent (10%) du capital social, peut demander au Président de convoquer l'assemblée générale des associés. La demande est présentée aux frais des demandeurs. Ils devront justifier de cette quotité et mandater l'un d'entre eux de présenter la demande au Président. A défaut de réunion d'une assemblée dans les trente (30) jours de la réception de cette demande, le mandataire des demandeurs pourra convoquer directement les associés en assemblée générale.

Le commissaire aux comptes dispose des mêmes prérogatives.

Article 21. Forme des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président:

- soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation,
- soit par consultation par correspondance,
- soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle
- soit par acte authentique ou sous seing privé.

Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

21.1. Consultation en assemblée générale

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite (courriel, télécopie, lettre simple ou recommandée, etc.) huit (8) jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

L'assemblée peut en outre être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Participation par téléconférence

Sont présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification.

Le vote de l'associé participant à l'assemblée par téléconférence n'est pas assimilé à un vote à distance, mais bien comme un vote en séance.

Représentation de l'associé

Les associés peuvent uniquement se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé, en ce compris l'usufruitier. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Vote à distance

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

21.2. Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception ou lettre remise en main propre contre décharge, un bulletin de vote portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de quinze (15) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

21.3. Consultation par voie de téléconférence

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance avec en annexe un document faisant ressortir :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs.

Le Président en adresse un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés en faisant la demande.

L'associé ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies, courriels, etc. ; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant la manifestation de leur volonté.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

21.4. Consentement de tous les associés dans un acte

Dans ce cas, un acte sous seings privés ou notarié est dressé par le Président ; il y est relaté l'objet de la ou des décisions, sous forme de résolutions, présentées par le Président ou un ou plusieurs associés. La signature de tous les associés de ce document pourra intervenir simultanément ou par échange de correspondance ; dans ce cas la décision sera considérée comme adoptée à la date de la dernière signature.

Le Président portera alors cette date sur l'acte et l'adressera immédiatement pour information au Commissaire aux Comptes et fera le nécessaire afin de la reporter sur le registre des décisions des Assemblées.

La consultation, même sous cette forme, sera toujours accompagnée d'un rapport explicatif du Président permettant d'éclairer le consentement des associés et qui sera portée à la connaissance de tous les associés préalablement ou concomitamment à leur consultation.

Article 22. Nature et adoption des décisions collectives

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires :

22.1. Décisions ordinaires

a) Nature de « décision ordinaire »

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

b) Quorum des décisions ordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

22.2. Décisions extraordinaires

a) Nature de « décision extraordinaire »

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

b) Quorum des décisions extraordinaires

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins 50% des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

c) Majorité requise pour les décisions extraordinaires

Les décisions collectives sont adoptées, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les actionnaires présents, représenté ou ayant voté à distance.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée ou à la procédure d'expulsion des associés requièrent une décision unanime des associés.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Article 23. Procès-verbaux

Les décisions de l'associé unique ou, en cas de pluralité des associés, les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés dans les quinze (15) jours de la délibération par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision résultant de la signature d'un acte sous seing privé ou notarié, ledit acte ou un extrait devra être reporté chronologiquement dans le registre des décisions collectives. Il en va de même, en cas de consultation écrite ou de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, du procès-verbal du Président.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, le secrétaire de séance, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 24. Prérogatives du comité d'entreprise

24.1. Délibérations de la collectivité des associés

- a) Assemblées d'associés ou délibération par voie de téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)

Le cas échéant, le comité d'entreprise est tenu informé des dates de réunion des associés délibérant sous forme d'assemblées d'associés ou par voie de téléconférences, à la diligence du Président, et ce par tous moyens, dans les mêmes conditions de délai que les associés.

Le comité d'entreprise peut participer aux décisions prises par les associés sous la forme d'assemblées d'associés ou de délibérations par voie de téléconférences. S'il décide de participer à ladite assemblée ou délibération par voie de téléconférence, le comité d'entreprise devra désigner deux représentants dans les conditions fixées à l'article L2323-67 du code du travail.

Les représentants ainsi désignés assisteront aux débats, sans voix consultative, ni délibérative.

Par dérogation à ce qui précède, les membres du comité d'entreprise devront, à leur demande, être entendus lors de toutes délibérations requérant la majorité qualifiée des associés.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées d'associés. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandatés à cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de communication dans un délai de cinq (5) jours avant la réunion de l'assemblée, accompagnées du texte des projets de résolutions qui doivent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen, notamment lettre remise en mains propres contre décharge, lettre

recommandée AR ou par un moyen de communication électronique de télécommunication, au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

b) Délibération par consultation écrite

En cas de délibération par consultation écrite, le comité d'entreprise sera informé de l'ordre du jour, par tout moyen à l'initiative du Président et sera destinataire du texte des résolutions proposées et des documents transmis aux associés dans les mêmes conditions de délai que les associés.

c) Décisions de l'associé unique

En cas de décisions de l'associé unique, le comité d'entreprise sera, le cas échéant, destinataire des documents mis à la disposition de l'associé unique par tous moyens à l'initiative du Président.

Le comité d'entreprise peut, en outre, requérir auprès du Président, l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique. Les demandes d'inscription devront être adressées par le comité d'entreprise, représenté par un de ses membres mandaté cet effet, au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception ou par moyen électronique de télécommunication dans un délai de cinq (5) jours avant la date prévue pour la délibération de l'associé unique, accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs. Le Président accuse réception des projets par tout moyen au représentant du comité d'entreprise, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur réception.

d) Consentement de tous les associés dans un acte unique

En cas de consentement de tous les associés dans un acte unique, le comité d'entreprise sera informé et destinataire du texte dans les plus brefs délais, par tout moyen à l'initiative du Président.

TITRE VI - INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIERES

Article 25. Inventaire – Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des associés dans les délais légaux à compter de la date de clôture de l'exercice.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions légales.

Article 26. Affectation et répartition du résultat

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est d'abord prélevé

- 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- toute sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable. Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'assemblée générale pour, sur proposition du président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la libre disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

TITRE VII - TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 27. Transformation de la société

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par la loi.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social, et ce :

- à l'unanimité pour une transformation en Société en Nom Collectif, en Société Civile, en Société en commandite ou en Groupement d'Intérêt Economique.
- à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté à distance en Société A Responsabilité Limitée ou en Société Anonyme

Article 28. Dissolution - Liquidation

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L.227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président et à celle des commissaires aux comptes.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent, dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires, le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La décision collective des associés est prise dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

TITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

Article 29. Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts tels que modifiés en date du 4 octobre 2017

Certifiés conforme par le président